

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE DE L'IMMOBILIER MINISTERIEL

BUREAU DE L'IMMOBILIER JUDICIAIRE PARISIEN ET DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

# **RENOVATION D'UN DES SANITAIRES PUBLICS AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS.**

## **MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE**

-----

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1. GENERALITES .....</b>	<b>6</b>
<i>ARTICLE 1 . OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....</i>	<i>6</i>
1.1 OBJET DU MARCHE.....	6
1.2 MAITRE D’OUVRAGE.....	6
1.3 TITULAIRE DU MARCHE .....	6
1.4 COTRAITANCE .....	7
1.5 SOUS-TRAITANCE .....	9
1.6 CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION.....	12
1.7 LES AUTRES INTERVENANTS DE L’OPERATION .....	13
1.8 MISE EN CONCURRENCE DES ENTREPRISES DE TRAVAUX .....	15
1.9 ETUDES D’EXECUTION .....	15
<i>ARTICLE 2 . PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</i>	<i>16</i>
2.1 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	16
2.2 NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCE – PIECES A DELIVRERAU TITULAIRE.....	17
<i>ARTICLE 3 . T.V.A. ....</i>	<i>17</i>
<b>CHAPITRE 2. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>17</b>
<i>ARTICLE 4 . PRIX.....</i>	<i>17</i>
4.1 FORME DE PRIX .....	17
4.2 MODALITE DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION .....	17
4.3 DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
4.4 MOIS D’ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE.....	18
4.5 CHOIX DE L’INDEX DE REFERENCE .....	18
4.6 MODALITES DE REVISION DES PRIX .....	18
<i>ARTICLE 5 . REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....</i>	<i>18</i>
5.1 AVANCE.....	18
5.2 ACOMPTES .....	19
5.3 SOLDE.....	21
5.4 DELAIS DE PAIEMENT .....	21
5.5 REGLEMENT EN CAS DE CO-TRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT .....	22

<b>CHAPITRE 3. DELAIS - PENALITES POUR RETARD .....</b>	<b>22</b>
<i>ARTICLE 6. DELAIS - PENALITES POUR LA PHASE "ETUDES" .....</i>	<i>22</i>
6.1 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDE .....	22
6.2 RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES ET D'EXECUTION, ET ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	23
<i>ARTICLE 7. DELAIS - PENALITES POUR LA PHASE « TRAVAUX ».....</i>	<i>23</i>
7.1 VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES PROJETS D'EXECUTION .....	23
7.2 VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE MENSUEL DES ENTREPRENEURS .....	24
7.3 VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE FINAUX DES ENTREPRENEURS ET ETABLISSEMENT DES DECOMPTES GENERAUX .....	24
7.4 PROCES VERBAUX DES OPERATIONS PREALABLES AUX RECEPTIONS .....	25
7.5 DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES .....	25
7.6 CONDITIONS D'APPLICATION DES PENALITES .....	26
<b>CHAPITRE 4. EXECUTION DE LA MISSION .....</b>	<b>26</b>
<i>ARTICLE 8. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE DANS UN CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE.....</i>	<i>26</i>
<i>ARTICLE 9. REMUNERATION FORFAITAIRE DU MAÎTRE D'OEUVRE .....</i>	<i>26</i>
9.1 MONTANTS PROVISOIRE DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE ( $F_0$ ) .....	26
9.2 MONTANT DEFINITIF DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE (F).....	26
<i>ARTICLE 10. ESTIMATIONS DES TRAVAUX.....</i>	<i>27</i>
10.1 ESTIMATION PREVISIONNELLE DES TRAVAUX ET COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	27
10.2 COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX .....	27
10.3 COUT DES TRAVAUX RESULTANT DES CONTRATS TRAVAUX PASSES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE (CMT) .....	27
<i>ARTICLE 11. ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE DE RESPECTER LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX .....</i>	<i>27</i>
<i>ARTICLE 12. ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE DE RESPECTER LE COUT RESULTANT DES CONTRATS DE TRAVAUX.....</i>	<i>27</i>
<i>ARTICLE 13. ELEMENTS PRIS EN COMPTE POUR LE RESPECT DE L'ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE DEFINI A L'ARTICLE 12 .....</i>	<i>28</i>
13.1 FORFAIT DE REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE CORRESPONDANT AUX ELEMENTS DE MISSION POSTERIEURS A L'ATTRIBUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX ( $F_{tx}$ ).....	28
13.2 TAUX DE REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE CORRESPONDANT AUX ELEMENTS DE MISSIONS POSTERIEURS A L'ATTRIBUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (STX).....	28
13.3 ECART TOLERE (E) .....	28
13.4 LIMITE DE TOLERANCE (L) .....	28

13.5 COUT CONSTATE.....	28
13.6 COUT CONSTATE REASJUSTE (C) .....	29
<i>ARTICLE 14 . MONTANT DEFINITIF DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE (H).....</i>	<i>29</i>
14.1 REMUNERATION DEFINITIVE (H) EGALE AU MONTANT PROVISoire DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE(F).....	29
14.2 REMUNERATION DEFINITIVE (H) EGALE A F DIMINUE DE D F .....	29
<i>ARTICLE 15 . ORDRES DE SERVICE .....</i>	<i>29</i>
<i>ARTICLE 16 . PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....</i>	<i>30</i>
<i>ARTICLE 17 . ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION .....</i>	<i>30</i>
<i>ARTICLE 18 . ASSISTANCE A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....</i>	<i>30</i>
18.1 CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	30
18.2 OUVERTURE DES OFFRES ET CHOIX DE L'ENTREPRENEUR .....	30
<i>ARTICLE 19 . SUIVI DE L'EXECUTION DES ETUDES ET DES TRAVAUX.....</i>	<i>31</i>
19.1 SUIVI DE L'EXECUTION DES ETUDES .....	31
19.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX .....	32
19.3 JOURNAL DE CHANTIER.....	33
19.4 SUSPENSION DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION .....	33
<i>ARTICLE 20 . UTILISATION DES RESULTATS.....</i>	<i>34</i>
<i>ARTICLE 21 . ACHEVEMENT DE LA MISSION.....</i>	<i>34</i>
<i>ARTICLE 22 . SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LES CHANTIERS.....</i>	<i>34</i>
22.1 PRICIPES GENERAUX.....	34
22.2 AUTORITE DU COORDINATEUR SPS .....	34
22.3 MOYENS DONNES AU COORDINATEUR SPS .....	35
<i>ARTICLE 23 . CONFIDENTIALITE - PROTECTIONS DES DONNEES PERSONNELLES - MESURE DE SECURITE.....</i>	<i>36</i>
23.1 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE .....	36
23.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	36
23.3 MESURES DE SECURITE.....	37
23.4 INFORMATION DES SOUS-TRAITANTS.....	38
<b>CHAPITRE 5. RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES - RESPONSABILITES - ASSURANCES 38</b>	
<i>ARTICLE 24 . RESILIATION DU MARCHE .....</i>	<i>38</i>
<i>ARTICLE 25 . RESPONSABILITES.....</i>	<i>38</i>

<i>ARTICLE 26 . ASSURANCES</i> .....	38
26.1 ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE DECENNALES ET DES RISQUES ANNEXES .....	38
26.2 AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES .....	39
26.3 DISPOSITIONS COMMUNES AUX PARAGRAPHERS 26.1 et 26.2.....	39
<i>DEROGATIONS AU C.C.A.G. – M.OE.</i> .....	39
 <b>ANNEXE 1 AU CCAP</b> .....	<b>41</b>
 <b>Précision du contenu des missions de maîtrise d’œuvre</b> .....	<b>41</b>
1 MISSION DE BASE .....	41
 <b>ANNEXE 2 AU CCAP</b> .....	<b>56</b>

# CHAPITRE 1. GENERALITES

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 OBJET DU MARCHE

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de rénovation d'un des sanitaires publics (hommes / femmes) dans la cour de la Sainte-Chapelle au Palais de Justice de Paris.

### 1.2 MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est représenté par le chef du bureau de l'immobilier judiciaire parisien et de l'administration centrale (BIJPAC).

- Il appartient au maître d'ouvrage :
  - De définir le programme de l'opération envisagée.
  - De déterminer l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante ;
  - D'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération ;
  - D'indiquer le mode de dévolution prévisionnel des marchés de travaux. ;
- Il fournit en outre, en tant que de besoin, avant le début des études :
  - Les données techniques déjà connues ;
  - Les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci.
- Il donne au maître d'œuvre tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants.
- Le maître d'ouvrage se charge de recueillir auprès de la Direction de l'administration Pénitentiaire, les autorisations préalables nécessaires pour accéder aux locaux et permettre au maître d'œuvre de prendre connaissance et de tenir compte de la configuration des constructions voisines.
- Pour des raisons de sécurité les démarches ultérieures (telles que prises de rendez-vous, organisation des visites, etc.) sont à la charge du maître d'ouvrage sur demande de la maîtrise d'œuvre
- En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

### 1.3 TITULAIRE DU MARCHE

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Il lui appartient d'apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme de l'opération précédemment visée.

Le titulaire du marché a le droit de désigner, conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du C.C.A.G MOE, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Le titulaire du marché désignera, dans son offre, les personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-MOE, le titulaire est tenu de signaler toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteraient :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son domicile ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses-conditions.

Certaines de ces modifications nécessitent la contractualisation d'une modification au marché. Dans un souci de transparence, il apparaît important d'informer le pouvoir adjudicateur sur les modifications en cause.

Par contre, dans le cas où le pouvoir adjudicateur estime que des modifications auraient des répercussions trop importantes sur l'exécution du marché ou que le titulaire ne présente plus les mêmes garanties professionnelles et financières, il dispose de la possibilité de résilier le marché.

Le titulaire désigne au maître d'ouvrage en la personne de

M, Mme ou Mlle .....

celle de l'équipe chargée d'assurer, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la coordination effective de toutes les études, du suivi des travaux et du suivi financier pour ce qui concerne les obligations de la maîtrise d'œuvre.

Cette personne devra assister à toutes les réunions que demande le maître d'ouvrage ou son représentant pendant la phase "études" et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase "travaux" et être habilitée à prendre sur-le-champ les décisions nécessaires.

Le changement de personne habilitée ci-dessus par une personne de qualification équivalente devra être notifié par écrit immédiatement au maître d'ouvrage pour agrément

## 1.4 COTRAITANCE

### 1.4.1 1.4.1 Groupement de maîtrise d'œuvre

Le groupement est soit :

- Un groupement solidaire : Un groupement est solidaire lorsque chacun de ses membres est engagé financièrement pour la totalité du marché. Dans cette hypothèse, l'acte d'engagement (AE) indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à exécuter.
- Un groupement conjoint avec mandataire solidaire : un groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui lui sont attribuées dans le présent marché et, que seul le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'ensemble du marché, à l'égard du Maître de l'ouvrage.

Compte tenu de la spécificité de la mission de MOE, la forme du groupement retenu est le groupement conjoint avec mandataire solidaire

#### **1.4.2 1.4.2 Le mandataire**

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Le mandataire sera solidaire et devra pallier toute éventuelle défaillance de ses partenaires.

Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant, le maître d'ouvrage les met en demeure d'y satisfaire. A défaut, et à l'issue d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder (article 3.5.4 du C.C.A.G-MOE.), le cocontractant dont la part financière est la plus importante dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

Cette substitution fait l'objet d'une modification du marché public.

Si le nouveau mandataire ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire.

#### Situation sociale

Conformément aux articles R. 8222-1 et D. 8222-5 du Code du Travail, le maître d'œuvre devra fournir tous les **six mois**, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 datant de moins de six mois (Attestation de vigilance).

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le maître d'œuvre et après mise en demeure par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du maître d'œuvre sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Obligations en cas de détachement



En cas de détachement au sens de l'article L.1261-3 du Code du travail, le maître d'œuvre produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D. 8254-5 du Code de travail.

## **1.5 SOUS-TRAITANCE**

### **1.5.1 1.5.1 Principes généraux**

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

La sous-traitance doit être compatible avec les règles professionnelles et principes déontologiques auxquels le titulaire est éventuellement soumis.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Il avise ses sous-traitants qu'ils sont soumis à ces mêmes obligations et est responsable de leur coordination, quel que soit le niveau de sous-traitance.

### **1.5.2 1.5.2 Procédure d'acceptation du sous-traitant.**

Il est interdit au Titulaire de sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir, au préalable, obtenu du BIJPAC l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le Maître d'œuvre doit indiquer dans son offre au Maître de l'ouvrage s'il a l'intention de recourir à la sous-traitance, et le cas échéant, la nature et le montant de chacune des prestations qu'il a l'intention de sous-traiter.

En cours d'exécution du présent marché, le Maître d'œuvre peut faire appel à de nouveaux sous-traitants pour exécuter certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du sous-traitant par le Maître de l'ouvrage

Le Titulaire devra notamment transmettre au BIJPAC une déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4), signée par lui-même et le sous-traitant.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés par le Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre adresse au Maître de l'ouvrage une déclaration (DC4) mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximal des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- L'expérience et les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant

Sont également obligatoirement joints à la demande de sous-traitance, l'ensemble des pièces listées ci-dessous :

- ✓ Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- ✓ Déclaration sur l'honneur justifiant que le sous-traitant est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- ✓ Attestation de régularité des administrations fiscales indiquant que le sous-traitant est à jour de ses impôts (annuelle) ;
- ✓ Attestation des administrations sociales indiquant que le sous-traitant est à jour de ses cotisations :
  - Attestation congés payés de moins de 6 mois ;
  - Attestation URSSAF à jour de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales ou équivalent.
- ✓ Liste nominative des travailleurs étrangers précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le n° d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D. 8254-2 du code du travail) OU attestation certifiant ne pas employer de travailleurs étrangers ;
- ✓ Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- ✓ 7. Un extrait Kbis de moins de 3 mois ou carte justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- ✓ Le RIB de la société ;
- ✓ Le Pouvoir de signature (le cas échéant) ;
- ✓ Si l'entreprise sous-traitante est établie hors de France, une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du Code du Travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 dudit code ;

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement seront constatés par le formulaire DC4 signé des trois parties, valant acte spécial de sous-traitance et dans lequel figurent les renseignements ci-dessus mentionnés.

Le Maître d'œuvre établit, en outre, qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du présent contrat ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

A cet effet, il produit soit :

- Une attestation sur l'honneur certifiant que le marché n'a fait l'objet d'aucune cession ou nantissement pour la part sous-traitée ;
- Une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du présent marché par laquelle celui-ci atteste que le montant de ladite cession ou ledit nantissement a été réduit afin que le paiement direct de la partie sous-traitée soit possible.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement font l'objet d'un courrier de la part du BIJPAC au Titulaire dans un délai de 21 jours à compter de la réception d'un dossier complet, avec copie au sous-traitant concerné. Si le Titulaire transmet un dossier

incomplet au sens de l'article R. 2193-4 du code de la commande publique, le délai de 21 jours ne court pas.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement donnés par BIJPAC ne valent que dans la limite des prestations que le Titulaire aura déclaré vouloir sous-traiter. Un sous-traitant ne peut pas revendiquer le paiement de prestations non expressément visées dans l'acte spécial de sous-traitance ou, dans l'hypothèse d'une acceptation tacite, dans la déclaration de sous-traitance.

En cours d'exécution du marché, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai au BIJPAC les modifications relatives aux renseignements mentionnés dans une déclaration de sous-traitance.

### **1.5.3 1.5.3 Paiement direct du sous-traitant**

Les sous-traitants sont payés directement par le Maître de l'ouvrage pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros toutes taxes comprises (TTC), conformément aux dispositions de l'article R. 2193-10 du Code de la commande publique.

Toute renonciation au paiement direct est réputée non-écrite.

### **1.5.4 1.5.4 Responsabilité du Maître d'œuvre**

En cas de sous-traitance, le Maître d'œuvre demeure personnellement responsable, vis-à-vis du Maître de l'ouvrage, de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

### **1.5.5 1.5.5 Modifications des prestations sous-traitées en cours d'exécution du marché**

Toute augmentation du montant des prestations sous-traitées ou modification dans la répartition des prestations entre le Titulaire et ses sous-traitants doit faire l'objet d'une demande préalable auprès du BIJPAC.

Le Titulaire doit apporter la preuve qu'il n'existe pas de cession ou nantissement de créances faisant obstacle à la mise en place d'un paiement direct pour les prestations sous-traitées à la suite de modifications visées ci-dessus.

### **1.5.6 1.5.6 Garantie par le prestataire du respect des dispositions relatives à la sous-traitance**

Le Titulaire garantit le BIJPAC des conséquences du non-respect des dispositions du présent article, telles les réclamations en paiement de sous-traitants dont les conditions de paiement n'auraient pas été agréées.

Dans le cas où des prestations sont sous-traitées en contradiction avec ces dispositions ou sans l'acceptation du sous-traitant ni l'agrément de ses conditions de paiement par BIJPAC, ce dernier est également libre, par simple lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice de toutes autres mesures qu'il prendrait pour la sauvegarde de ses intérêts légitimes, de résilier le présent marché, dans les conditions prévues à l'article 24. Il s'expose à la même sanction si, en toute connaissance de cause, il a transmis des renseignements inexacts à l'appui d'une demande de sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (articles 30 et 34 du CCAG-MOE).

Conscient des risques liés à une multiplication des intervenants sur chantier, notamment relatifs à la sécurité et au travail détaché, le pouvoir adjudicateur recommande au(x) soumissionnaire(s) de ne pas recourir à des sous-traitants au-delà du rang (n+2) et plus.

### **1.5.7 Sous-traitance de l'établissement du projet architectural**

Aux termes de l'alinéa 1er de l'article 37 du code de déontologie des architectes, l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance l'établissement du projet architectural défini à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 modifiée, sur l'architecture.

Il est ainsi rappelé que le projet architectural définit, par des plans et documents écrits, l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs. Il précise, par des documents graphiques ou photographiques, l'insertion dans l'environnement et l'impact visuel des bâtiments ainsi que le traitement de leurs accès et de leurs abords.

## **1.6 CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION**

Le présent marché a pour objet de confier au Maître d'œuvre une mission dont les éléments sont précisés à l'**article 3** de l'acte d'engagement (AE).

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le Maître d'œuvre :

- Doit tenir compte sans rémunération complémentaire de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le Maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage ;
- Doit fournir au coordonnateur SPS toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci ; tout différend entre le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au Maître de l'ouvrage ;
- Est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation applicable.

En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, normes et règlements d'application obligatoire, référentiels attachés aux certifications environnementales, DTU, le Maître d'œuvre en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités, amendes ou dommages-intérêts éventuels, et s'engage, en tant que de besoin, à en relever indemne le Maître de l'ouvrage pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou seraient prononcées à son encontre.

### **1.6.1 Mission de maîtrise d'œuvre de base**

Le type de la mission confiée au maître d'œuvre est **la mission de base** est définie aux articles R2431-4 à 7 (sous-section 1), R2431-12 à 18 et R2431-19 à 23 (sous-section 3 : dispositions propres aux opérations de réhabilitation de bâtiment) du code de la commande publique augmentée de la mission diagnostic.

Le contenu des éléments de mission de base (APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR) est précisé par l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, et en particulier l'annexe 2 relative aux opérations de réhabilitation de bâtiment.

### **1.6.2 Missions complémentaires**

Il est également prévu une mission complémentaire qui est l'étude de diagnostic.

La mission de diagnostic complémentaire, propre à la rénovation précède les études d'APS. A partir d'une connaissance plus ou moins approfondie de l'ouvrage sur la base des documents remis par le maître d'ouvrage (diagnostic amiante...) et du préprogramme établi par le maître d'ouvrage, cet élément de mission consiste à mener des études complémentaires d'investigation et, pour l'essentiel, à conforter le préprogramme avec l'ouvrage existant à rénover.

Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opérations et ont pour objet :

- D'établir un état des lieux. Le maître d'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant la structure à rénover. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- De procéder à une analyse technique sur :
  - ✓ Le second œuvre
  - ✓ La conformité des équipements techniques (CFO/CFA) aux normes en vigueur,
  - ✓ Les fluides
  - ✓ Plomberie / CVC
  - ✓ L'état sanitaire et de sécurité de l'ouvrage.
- De permettre d'étudier le programme proposé par le MOA, d'analyser la pertinence du fonctionnement et de l'utilisation du bâtiment et d'en déduire la faisabilité de l'opération.
- De proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants, attendus au stade de la mission DIAG par la maîtrise d'ouvrage décrites à l'annexe 1 du CCAP.

## **1.7 LES AUTRES INTERVENANTS DE L'OPERATION**

### **1.7.1 Contrôle technique**

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé.

En phase de conception, comme en phase de réalisation, le contrôle technique de l'opération, au sens des articles L. 111-23 et suivants et R. 111-29 et suivants du code de la construction et de l'habitation est en charge des missions suivantes, telles que définies par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999, portant cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, et par la norme AFNOR NF P 03-100 du 20 décembre 1995, portant critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction :

Les travaux à mettre en œuvre sont soumis au contrôle technique au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur sur la responsabilité et l'assurance construction.

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé nommé par le maître d'ouvrage. Le nom et les références du contrôleur technique seront communiqués ultérieurement au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

### **1.7.2 Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs**

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé.

En phase de conception et d'études, comme en phase de réalisation, la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, prévue aux articles L. 4532-2 et suivants et R. 4532-1 et suivants du code du travail.

La présente opération est concernée par les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, mais aussi en matière des systèmes de sécurité incendie

L'opération est de 1<sup>ère</sup> catégorie de type W.

Le maître d'œuvre devra apporter sa collaboration pleine et entière aux coordonnateurs dans l'exercice de leur mission et tenir compte des avis de ceux-ci.

En tout état de cause, conformément à l'article 6.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera attribuée ultérieurement. Le nom et les références du coordonnateur sera alors communiqué par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre.

### **1.7.3 Coordination du système de sécurité incendie**

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordinateur du système de sécurité incendie en application des articles MS55 et MS53 du règlement de sécurité incendie pour les établissements recevant du public et des normes NF S 61-932 et NF S 61-933.

La mission CSSI sera assurée par le prestataire qui est actuellement en charge de la mission CSSI sur le Palais de Justice :

**COSEBA**

57, rue Benoît Malon

94 250 GENTILLY

## 1.8 MISE EN CONCURRENCE DES ENTREPRISES DE TRAVAUX

La mise en concurrence des entreprises par le maître d'ouvrage se fera sur la base des études de projet (PRO) faites par le maître d'œuvre.

## 1.9 ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution seront à la charge des entreprises. Le titulaire vérifiera la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entreprises dans le cadre de sa mission VISA.

## 1.10 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

### Gestion des déchets :

Le titulaire (MOE) a la responsabilité de la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations pendant la durée du marché. **Il s'engage à faire respecter une démarche respectueuse de l'environnement à l'entreprise dans le cadre de l'exécution des travaux** et doit ainsi mettre en place les dispositions permettant :

- de réduire la production des déchets de l'opération ;
- d'optimiser la gestion des déchets ;
- de favoriser la valorisation à travers le réemploi et/ou le recyclage.

Pendant toute l'exécution du marché de travaux, l'acheteur public se réserve le droit d'une part de vérifier auprès du MOE que le process de gestion des déchets est bien respecté et d'autre part de demander les justificatifs afférents à la traçabilité des déchets.

### Support respectueux de l'environnement :

Le titulaire (MOE) est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encres végétales...)

Le titulaire (MOE) doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés tant avec le maître d'ouvrage que les bureaux de contrôles, les entreprises de travaux et tous autres intervenants. Le titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement.

### Mobilité durable :

Le titulaire (MOE) s'engage à utiliser lors de ses déplacements des véhicules respectueux de l'environnement.

Afin de limiter l'impact environnemental des déplacements professionnels pendant l'exécution du marché, le titulaire (MOE) s'engage à adopter une organisation permettant de les optimiser.

Le titulaire peut à cet effet par exemple privilégier l'utilisation de transports en commun pour ses déplacements, la mobilité active (marche à pied, vélo, skate-board, trottinettes, rollers) aux transports en commun, les transports en commun au covoiturage, le covoiturage à la voiture solo, le train à l'avion...

Il doit dans le cadre de sa politique d'optimisation des déplacements professionnels respecter les engagements qu'il a pris et présentés dans son mémoire technique.

#### Dispositions sociales :

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

## **ARTICLE 2 . PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

### **2.1 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe de décomposition financière n° 1.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes.
- Le programme.
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- L'arrêté du 16 juillet 2006 (annexé en pièce jointe n°1) portant approbation des règles de sécurité incendie contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG - MOE) approuvé par l'arrêté de l'Arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois  $m_0$ ) ;
- La note méthodologique du titulaire et les courriers de négociation le cas échéant.



## 2.2 NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCE – PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE

Il sera fait application de l'article 4.2 du C.C.A.G.-M.OE.

### ARTICLE 3 . T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent C.C.A.P. sont exprimés hors T.V.A.

## CHAPITRE 2. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

### ARTICLE 4 . PRIX

#### 4.1 FORME DE PRIX

Le prix est forfaitaire et révisable suivant les modalités fixées à l'article 4.6 ci-après.

#### 4.2 MODALITE DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION

Le forfait provisoire de rémunération de la maîtrise d'œuvre est fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le forfait définitif de rémunération de maîtrise d'œuvre est fixé à l'issue des études d'avant-projet définitif dans les conditions suivantes :

Si le coût prévisionnel de l'ouvrage C accepté par le maître d'ouvrage à l'issue des études d'avant-projet définitif est inférieur ou égal à l'enveloppe financière C<sub>o</sub> affectée aux travaux par le maître d'ouvrage mentionnée à l'article 2 de l'acte d'engagement, augmentée de 5 %, le forfait définitif de rémunération F est égal au forfait provisoire de rémunération F<sub>o</sub> mentionné à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel de l'ouvrage C accepté par le maître d'ouvrage à l'issue des études d'avant-projet définitif est supérieur à l'enveloppe financière C<sub>o</sub> affectée aux travaux par le maître d'ouvrage mentionnée à l'article 2 de l'acte d'engagement, augmentée de 5 %, le forfait définitif de rémunération F sera calculé selon la formule suivante :

$$F = F_o + 30\% (C - C_o) * F_o / C_o$$

Dans ce cas, un avenant fixera le forfait définitif de rémunération.

#### 4.3 DISPOSITIONS DIVERSES

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $m_0$  figurant à l'acte d'engagement.

#### **4.4 MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  ( $m_0$  Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

#### **4.5 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE**

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie I (base 2010).

#### **4.6 MODALITES DE REVISION DES PRIX**

La révision prévue par l'article 4.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_o}$$

dans laquelle :

$I_o$  : index ingénierie du mois  $m_0$  études (mois d'origine),

$I_m$  : index ingénierie du mois m (mois de révision).

L'index de révision applicable est le dernier index connu à la date de réalisation des prestations.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

### **ARTICLE 5 . REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE**

#### **5.1 AVANCE**

Une avance sera versée au titulaire conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande publique, sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est fixé à 30% du montant TTC des prestations du marché. Son paiement sera effectué à compter de la notification du marché dans les conditions prévues à l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Le calcul de cette avance sera effectué sur une durée prévisionnelle de 24 mois.

Ce montant ne sera ni révisé ni actualisé.

Le remboursement de cette avance commencera lorsque le montant cumulé des demandes d'acompte présentées par le titulaire atteindra ou dépassera 60 % du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial TTC du marché.

## 5.2 ACOMPTES

### 5.2.1 Fractionnement de la rémunération suivant les éléments de la mission et la date d'exigibilité des acomptes

La fraction de la rémunération relative à chaque phase de la mission est fixée dans le tableau ci-après :

Prestation rémunérée	Valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission (annexe 1 de l'acte d'engagement).	Date d'exigibilité de l'acompte
DIAG	100 %	Exigible après approbation de l'élément.
A.P.S.	100 %	Dito
A.P.D.	100 %	Dito
PROJET	100 %	Dito
ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux	100 %	Après décision de choix des offres par le représentant du pouvoir adjudicateur
VISA : Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs	100 %	Après visa de l'ensemble des études d'exécution
DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux	90 %	Exigible dès la transmission au maître d'ouvrage des décomptes de travaux mensuels du mois précédent, en proportion du pourcentage d'avancement de travaux arrondi au % supérieur.
	10 %	Après arrêt par le maître d'ouvrage des décomptes généraux des travaux et accord des entrepreneurs.
AOR Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception.	80 %	Exigible dès la décision de réception prononcée par le maître d'ouvrage.
	20 %	Exigible après constatation des levées des réserves.
D.O.E.	100 %	Exigible dès la fourniture du dossier complet des ouvrages exécutés (D.O.E.)
Assistance apportée au maître d'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement	100 %	Exigible à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement. Fractionnement trimestriel possible.

## **5.2.2 Montant des acomptes**

### **5.2.2.1 Projets de décomptes**

Les projets de décompte présentés par le maître d'œuvre établissent le montant, en prix de base et hors T.V.A., des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard ou des réfections.

Les projets de décompte indiquent les phases de la mission réalisées, leur date d'achèvement et leur rémunération, par référence au tableau figurant à l'article 5.2.1 ci avant.

Pour les phases de mission en cours de réalisation devant être partiellement réglées avant leur achèvement, en application des dispositions de l'article 5.2.1 et de l'article 5.2.3, les projets de décompte indiquent le pourcentage de leur rémunération exigible.

Les projets de décompte servent de base à l'établissement des acomptes par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

### **5.2.2.2 Décompte périodique**

Le maître de l'ouvrage ou son représentant vérifie les projets de décompte et y applique, en tant que de besoin, les pénalités éventuelles pour retard :

- dans la présentation par le maître d'œuvre des documents relatifs à la phase "Etudes", conformément à l'article 6,
- dans la fourniture des prestations relatives à la phase "Travaux", conformément à l'article 7. Les projets de décompte ainsi complétés deviennent alors les décomptes.

### **5.2.2.3 Acomptes**

Le montant des acomptes à verser au titulaire du marché est déterminé par le maître d'ouvrage ou son représentant qui dresse, à cet effet, un état faisant ressortir:

- a) Le montant de l'acompte établi à partir des prix de base. Ce montant est la différence entre le montant du décompte et celui du décompte précédent,
- b) L'effet de la révision appliquée sur le montant de cet acompte,
- c) L'incidence de la T.V.A.
- d) Le montant total de l'acompte à verser ; ce montant est la récapitulation des trois montants ci avant augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire du marché le montant de l'acompte ci avant, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant, si le projet établi par le titulaire du marché a été modifié.

## **5.2.3 Périodicité des acomptes**

En application de l'article 11.2 du C.C.A.G.-M.OE., le paiement des comptes de marchés se fait par des acomptes mensuels et un solde réglé selon les modalités prévues au paragraphe 5.3 ci-après.

## **5.3 SOLDE**

### **5.3.1 Solde - décompte final**

Après constatation par le maître de l'ouvrage ou son représentant de l'achèvement de sa mission dans le respect des conditions énoncées à l'article 22 ci-après, le maître d'œuvre adresse dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de la dernière décision d'admission des prestations, au maître de l'ouvrage ou à son représentant une demande de solde, sous forme de projet de décompte final, en application de l'article 11.7.2 du C.C.A.G-M.OE.

Le projet de décompte final indique le montant provisoire de la rémunération  $F_0$  fixé dans les conditions définies à l'article 9.1 ci-après.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant vérifie le projet de décompte final et dresse l'état faisant ressortir :

- a) Le montant provisoire de la rémunération forfaitaire F hors T.V.A.
- b) La réfaction éventuelle pour non-respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle qu'elle résulte des dispositions de l'article 13 ci-après.
- c) Le forfait rectifié de rémunération, ce forfait étant égal à la différence des postes a) et b) ci avant.
- d) Les pénalités éventuelles.
- e) La rémunération, en prix de base hors T.V.A., due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale à la différence des postes c) et d), et constituant le décompte final.

### **5.3.2 Décompte général et décompte général définitif**

Le décompte général et le décompte général définitif sont établis et réglés suivant les dispositions de l'article 11.8 du C.C.A.G.-MOE

Les réclamations éventuelles du maître d'œuvre sur un décompte doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 11.8.6 du C.C.A.G.-MOE.

Le paiement des acomptes et du solde du marché n'interviendra qu'après production par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage ou son représentant de l'attestation d'assurance définie à l'article 25 ci-après.

## **5.4 DELAIS DE PAIEMENT**

Le délai dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement des factures est de trente jours (30 jours) à compter de la réception par le maître d'ouvrage de chacune des factures adressées par le titulaire du marché.

En cas de dépassement de ce délai, les sommes non payées produisent intérêts au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne, augmenté de 8 points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € sera également versée au titulaire.

## 5.5 REGLEMENT EN CAS DE CO-TRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G.-MOE.

## CHAPITRE 3. DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Les délais seront calculés selon les indications de l'article 3.2 du C.C.A.G.-MOE sauf indications contraires dans le présent C.C.A.P.

Les pénalités porteront sur tous les jours calendaires de retard.

### ARTICLE 6 . DELAIS - PENALITES POUR LA PHASE "ETUDES"

#### 6.1 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDE

##### 6.1.1 Délais et point de départ des délais

ELEMENT	DELAIS EN SEMAINES	POINT DE DEPART DU DELAI
DIAG	fixé dans l'acte d'engagement	Notification du marché
APS	fixé dans l'acte d'engagement	Approbation de l'élément de mission précédent
APD	fixé dans l'acte d'engagement	Approbation de l'élément de mission précédent
PROJET	fixé dans l'acte d'engagement	réception par le maître d'œuvre du prononcé de l'approbation de l'A.P.D.
Assistance pour la passation des contrats de travaux. <ul style="list-style-type: none"><li>Rapport d'analyse des offres initiales</li><li>Rapport d'analyse des offres négociées (le cas échéant)</li></ul>	deux semaines  une semaine	<ul style="list-style-type: none"><li>Transmission des plis</li><li>Transmission des réponses aux courriers de négociation</li></ul>
VISA : Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs	Une semaine	A compter de la réception par le maître d'œuvre du document de l'entreprise à viser.
D.O.E.	1 mois	A compter de la réception par le maître d'œuvre des projets de D.O.E. établis par les entreprises.

### **6.1.2 Pénalités relatives à la fourniture de documents de la phase "Etudes"**

Par dérogation à l'article 16 du C.C.A.G.-M.OE., en cas de retard dans l'achèvement des documents de la phase "Etudes", le maître d'œuvre subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant H.T. par jour calendaire de retard est fixé à :

- **4/1 000<sup>ème</sup> du montant provisoire de la rémunération forfaitaire (F) H.T.**, pour les éléments DIA, APS et A.P.D. correspondant,
- **6/1 000<sup>ème</sup> du montant provisoire de la rémunération forfaitaire (F) H.T.**, pour les études de projet, pour le dossier de consultation des entreprises, pour les rapports d'analyse des candidatures et des offres des entreprises et pour le visa.

## **6.2 RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES ET D'EXECUTION, ET ACHEVEMENT DE LA MISSION**

### **6.2.1 Présentation des documents**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du C.C.A.G.-M.OE., le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit la personne habilitée à signer le marché de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

### **6.2.2 Modalités de fourniture des documents d'études et d'exécution**

Les documents à fournir par le maître d'œuvre, résultats de chaque phase d'étude, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, seront remis par celui-ci au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier, **et sous forme numérique. Les pièces écrites seront au format doc et xls, et les plans au format dwg et pdf**

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

### **6.2.3 Délais**

La décision du maître d'ouvrage d'admission en l'état ou avec observations, d'ajournement, d'admission avec réfaction, ou de rejet des documents d'études ci-dessus, doit intervenir selon les modalités prévues aux articles 21-1, 21-2, 21-3 et 21-4 du C.C.A.G.-M.OE. étant précisé que le maître d'œuvre s'engage à soumettre les documents au maître d'ouvrage dans leurs versions provisoires au fur et à mesure de leur élaboration.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, et approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du C.C.A.G.-M.OE. (Acceptation tacite). En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose, pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **ARTICLE 7 . DELAIS - PENALITES POUR LA PHASE « TRAVAUX »**

### **7.1 VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES PROJETS D'EXECUTION**

Au cours des phases travaux, le maître d'œuvre doit procéder à l'examen de la conformité aux projets des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ainsi qu'à leur visa.

Les calendriers d'établissement de ces documents par les entreprises seront mis au point par le maître d'œuvre en accord avec les entrepreneurs pendant la période de préparation du chantier. Ces calendriers, une fois signé par les entreprises, deviendront contractuels.

#### **7.1.1 Délai de vérification**

Le délai de l'examen de la conformité aux projets des études d'exécution faites par les entreprises et leur visa est fixé à **4 jours**, après remise des documents par les entreprises au maître d'œuvre.

#### **7.1.2 Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 16 du C.C.A.G.-M.OE., en cas de non-respect de ce délai, le maître d'œuvre subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est calculé conformément à l'article 6.1.2 et sera d'un montant minimum de **300 euros T.T.C.** Il est précisé que ces pénalités ne sont pas exclusives de celles prévues à l'article 6.

### **7.2 VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE MENSUEL DES ENTREPRENEURS**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuel établis par l'entrepreneur conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux et qui lui sont transmis par l'entrepreneur par voie électronique avec accusé de la réception.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel. A partir de celui-ci le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2.1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. En vue du paiement, il transmet au maître d'ouvrage ou à son représentant, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service, accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier, si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié. La notification doit intervenir dans un délai de **7 jours**, conformément aux dispositions de l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux.

#### **7.2.1 Délai de vérification**

Le délai de vérification et de remise au maître d'ouvrage ou à son représentant par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **5 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document.

#### **7.2.2 Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 16 du C.C.A.G.-M.OE., si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **300€ TTC**.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

### **7.3 VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE FINAUX DES ENTREPRENEURS ET ETABLISSEMENT DES DECOMPTES GENERAUX**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final, de chacun des marchés de travaux, établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3.1 du C.C.A.G.



applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par les entrepreneurs par voie électronique avec accusé de réception.

Après vérification, les projets de décomptes finaux deviennent les décomptes finaux. A partir de ceux-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4.1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux, les décomptes généraux.

### **7.3.1 Délai de vérification**

Le délai imparti au maître d'œuvre pour transmettre au maître d'ouvrage ou à son représentant le décompte général de chacun des marchés sera de **5 jours** à réception du projet de décompte final.

### **7.3.2 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 16 du C.C.A.G.-M.OE., en cas de retard dans la vérification d'un décompte général, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **200€ TTC**.

### **7.3.3 Défaillance éventuelle du maître d'œuvre dans l'établissement des décomptes**

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire, dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte, aux frais du maître d'œuvre défaillant.

## **7.4 PROCES VERBAUX DES OPERATIONS PREALABLES AUX RECEPTIONS**

La réception aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux concernés après que l'entreprise aura avisé la personne habilitée à signer les marchés de cet achèvement. Les opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal propre à chaque corps d'état, dans les conditions fixées à l'article 41 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux.

Le maître d'œuvre disposera de 5 jours, à compter de la date des opérations préalables aux réceptions, pour signaler aux entrepreneurs s'il a proposé ou non au maître d'ouvrage la réception de l'ouvrage et pour transmettre l'intégralité de leurs propositions à la personne habilitée à signer les marchés.

Par dérogation à l'article 16 du C.C.A.G.-M.OE., en cas de dépassement de ce délai, le maître d'œuvre subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant H.T., par jour calendaire de retard, est fixé à **1/5 000<sup>ème</sup> du montant H.T. du décompte général du marché correspondant**.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors des réceptions, et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre à la personne habilitée à signer les marchés.

## **7.5 DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES**

Les dossiers des ouvrages exécutés devront être fournis, dûment visés par le maître d'œuvre, au maître d'ouvrage, au plus tard **1 mois** après la réception par le maître d'œuvre des documents remis par les entrepreneurs.

Les entrepreneurs informeront le maître d'ouvrage de ce dépôt chez le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 16 du C.C.A.G.-M.OE., en cas de retard sur ce délai, le maître d'œuvre subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **160 € TTC**.

## **7.6 CONDITIONS D'APPLICATION DES PENALITES**

Il sera fait application des dispositions des alinéas 1, 2, et 3 de l'article 16.1 du C.C.A.G.-M.OE.

# **CHAPITRE 4. EXECUTION DE LA MISSION**

## **ARTICLE 8. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE DANS UN CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE**

Le titulaire du marché s'engage à respecter toutes les mesures de prévention et de sécurité de nature à prévenir dans un contexte de crise sanitaire les risques de propagation qui seraient liés à un coronavirus pendant l'exécution de sa mission dès lors que sa présence sur site est requise, que les consignes émanent des autorités ou du chef de site. Il ne pourra prétendre à une rémunération a posteriori des éventuels frais liés à l'application de ces consignes sanitaires.

Le titulaire du marché s'engage à intégrer dans ses études toutes les dispositions de nature à prévenir les risques de la propagation restant liés à un coronavirus sur les chantiers, lorsqu'elles ont un impact financier et organisationnel prévisibles.

## **ARTICLE 9. REMUNERATION FORFAITAIRE DU MAÎTRE D'OEUVRE**

### **9.1 MONTANTS PROVISOIRE DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE ( $F_0$ )**

Le forfait de rémunération provisoire rémunère les études et prestations indispensables à la réalisation de la mission confiée au maître d'œuvre telle qu'elle est définie à l'article 1.4 du présent C.C.A.P.

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $m_0$  études figurant à l'acte d'engagement.

Le montant provisoire de la rémunération forfaitaire  $F_0$  est indiqué dans l'acte d'engagement.

### **9.2 MONTANT DEFINITIF DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE (F)**

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire est fixé à l'issue de la fixation du coût prévisionnel de l'ouvrage dans les conditions définies à l'article 4.2 ci-dessus.

## **ARTICLE 10 . ESTIMATIONS DES TRAVAUX**

### **10.1 ESTIMATION PREVISIONNELLE DES TRAVAUX ET COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

L'estimation prévisionnelle (Co) des travaux figure dans l'acte d'engagement.

### **10.2 COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel des travaux (C), sur lequel le maître d'œuvre devra s'engager en vue de la consultation des entreprises, sera proposé au maître d'ouvrage à l'occasion des études d'avant-projet définitif. Le coût sera décomposé par corps d'état, sur la base d'un avant métré.

### **10.3 COUT DES TRAVAUX RESULTANT DES CONTRATS TRAVAUX PASSES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE (CMT)**

Ce coût que le titulaire s'engage à respecter correspond au total des montants des marchés passés par le maître d'ouvrage pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage, sur la base du dossier de consultation des entreprises établi par le maître d'œuvre, à l'issue des études de projet.

Ce coût sera réajusté et ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  du présent marché (mois  $m_0$  études), en lui appliquant un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01, pris respectivement au mois  $m_0$  travaux et au mois  $m_0$  études.

## **ARTICLE 11 . ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE DE RESPECTER LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel défini à [l'article 10.2](#), une fois approuvé par le maître d'ouvrage, devient le coût prévisionnel des travaux avant le lancement de l'appel d'offres.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter ce coût prévisionnel de travaux assorti d'un taux de tolérance de 8%.

Si à l'issue de la consultation des entreprises de travaux, le seuil de tolérance est dépassé, le maître de l'ouvrage peut demander au maître d'œuvre d'adapter ses études, sans rémunération complémentaire, afin de respecter son engagement.

## **ARTICLE 12 . ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE DE RESPECTER LE COUT RESULTANT DES CONTRATS DE TRAVAUX**

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage. Ce coût est assorti d'un écart toléré fixé à [l'article 13](#) ci-après.

## **ARTICLE 13 . ELEMENTS PRIS EN COMPTE POUR LE RESPECT DE L'ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE DEFINI A L'ARTICLE 12**

### **13.1 FORFAIT DE REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE CORRESPONDANT AUX ELEMENTS DE MISSION POSTERIEURS A L'ATTRIBUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (Ftx)**

Ce forfait de rémunération correspondant au total des montants des rémunérations, précisés en annexe I de l'acte d'engagement, des éléments de mission suivants :

- examen de la conformité du projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa,
- direction de l'exécution des contrats de travaux,
- assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

### **13.2 TAUX DE REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE CORRESPONDANT AUX ELEMENTS DE MISSIONS POSTERIEURS A L'ATTRIBUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (STX)**

Ce taux (STX) est le quotient du forfait de rémunération FTX, défini en 13.1., par le coût résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage CMT, défini en 10.3 :

$$STX = FTX / CMT$$

### **13.3 ECART TOLERE (E)**

L'écart toléré est le produit du coût des travaux résultant des contrats de travaux ramené au mois  $m_0$  études (CMT) par le taux de tolérance de 8%.

$$E = CMT \times 8\%$$

### **13.4 LIMITE DE TOLERANCE (L)**

La limite de tolérance est égale au coût des travaux résultant des contrats de travaux (CMT) augmenté de l'écart toléré (E).

$$L = CMT + E$$

### **13.5 COUT CONSTATE**

Le coût constaté, déterminé par le maître de l'ouvrage après l'achèvement de l'ouvrage, est le montant en prix de base et hors T.V.A. des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage.

Il est précisé que le coût constaté porte sur l'ensemble des travaux exécutés y compris, le cas échéant, ceux traités hors marchés, sur mémoire ou en régie, à l'exclusion des travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante de la volonté du maître d'œuvre (changement de réglementation, etc.). Se reporter à l'annexe 2 du C.C.A.P.

### **13.6 COUT CONSTATE REASJUSTE (C)**

Le coût constaté réajusté (C) est obtenu en ramenant le coût constaté ci-dessus aux conditions économiques du mois  $m_0$  du présent marché (mois  $m_0$  études).

Ce réajustement porte en définitive sur la période allant du mois  $m_0$  du marché de travaux ( $m_0$  travaux) au mois  $m_0$  du marché de maîtrise d'œuvre ( $m_0$  études).

Il sera effectué en appliquant au coût constaté tel que défini à l'article 13.5. ci-dessus un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois  $m_0$  travaux et au mois  $m_0$  études.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

## **ARTICLE 14 . MONTANT DEFINITIF DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE (H)**

### **14.1 REMUNERATION DEFINITIVE (H) EGALE AU MONTANT PROVISoire DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE(F)**

Si le coût constaté réajusté est inférieur à la limite de tolérance (L) définie à l'article 13.4, le montant définitif de la rémunération forfaitaire (H) est égal au montant de la rémunération forfaitaire (F).

### **14.2 REMUNERATION DEFINITIVE (H) EGALE A F DIMINUE DE D F**

Si le ou les coûts constatés réajustés (C) sont supérieurs aux limites de tolérance, le montant définitif de la rémunération forfaitaire (H) est égal au montant de la rémunération forfaitaire (F) diminué d'un terme correctif pour non-respect du coût résultant des contrats de travaux.

Ce terme correctif (DF) s'applique à celui des contrats dépassant la limite de tolérance et est égal à :

$$DF = 2 \times STX \times (C - L)$$

DF ne pourra pas excéder 15% de FTX.

## **ARTICLE 15 . ORDRES DE SERVICE**

Conformément à l'article 3.8.1 du C.C.A.G.-Travaux, les ordres de services sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Les ordres de service ayant trait :

- Aux modifications de prestations, et à la fixation de prix provisoires, en application de l'article 13.4 du C.C.A.G.-Travaux
- à la notification de la date de commencement des travaux,
- à la modification des délais d'exécution des travaux,

seront notifiés à l'entreprise concernée par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 16 . PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G.-M.OE., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre et de conditions de travail sur le chantier.

Le maître d'œuvre assurera l'intégration des prescriptions édictées par le coordonnateur hygiène et sécurité dans la conduite du projet.

## **ARTICLE 17 . ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION**

Sans objet

## **ARTICLE 18 . ASSISTANCE A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **18.1 CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le maître d'œuvre effectuera l'examen des candidatures qui se sont manifestées suite aux appels publics de candidatures conformément aux critères de sélection fixés dans l'avis d'appel public à la concurrence. Le rapport d'analyse des candidatures sera établi sous forme d'un tableau de synthèse et d'une analyse détaillée par dossier avec en conclusion une proposition de choix du maître d'œuvre à la personne habilitée à signer les marchés.

### **18.2 OUVERTURE DES OFFRES ET CHOIX DE L'ENTREPRENEUR**

Le maître d'ouvrage procède à l'ouverture des offres.

Après l'ouverture des plis contenant les offres, le maître d'ouvrage transmet au maître d'œuvre, pour analyse et avis, les dossiers complets des propositions reçues. Celui-ci ne doit fournir à des tiers, aucune des informations contenues dans ce dossier, qu'il doit restituer intégralement au maître d'ouvrage, avec son rapport.

Le maître d'œuvre établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entrepreneurs, un rapport d'analyse des offres initiales dans lequel il indique pour chacune des offres notamment :

- les points sur lesquels ces offres ne seraient pas conformes au D.C.E. ;
- les réserves éventuelles qu'elles appellent ;
- les incohérences (prix surestimés ou sous-estimés), imprécisions, erreurs ou omissions relevées notamment dans les décompositions des prix forfaitaires ou sous détails de prix unitaires ;
- les appréciations portées sur le mémoire technique remis par les entreprises, selon les critères et sous-critères définis dans le règlement de la consultation ;
- une proposition de choix d'offres qu'il considère comme l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères pondérés de jugement des offres fixés dans le règlement de la consultation.

**Ce rapport doit être remis dans un délai de 2 semaines au maître de l'ouvrage** qui propose si nécessaire une réunion au cours de laquelle sont examinées les remarques émises par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Ce dernier décide, au cours de son entretien, en

accord avec le maître d'œuvre, des contacts éventuels à prendre avec les entreprises pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires.

Afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence, il est demandé au maître d'œuvre de transmettre au maître d'ouvrage tous les projets de réponse aux demandes de précisions ou aux questions complémentaires émanant des entreprises. Le maître d'ouvrage enverra ensuite les courriers de réponse à l'ensemble des entreprises consultées.

Dans le cas d'une négociation avec les entreprises, il sera demandé au maître d'œuvre de transmettre au maître d'ouvrage les observations qu'appelle l'analyse des offres initiales des entreprises. Seul le maître d'ouvrage pourra adresser les courriers de négociation à l'ensemble des candidats.

**Le maître d'œuvre adressera alors au maître d'ouvrage un rapport d'analyse des offres négociées dans un délai d'1 semaine à compter de la date limite de réponse figurant dans les courriers de négociation envoyés aux candidats.**

Le choix définitif de l'entrepreneur à retenir appartient au maître d'ouvrage qui reste libre ou non de suivre les remarques du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

Le maître d'œuvre doit en outre respecter le caractère secret des prix consentis par les entrepreneurs attributaires des marchés, ces prix ne devant en aucun cas être communiqués aux autres concurrents.

## **ARTICLE 19 . SUIVI DE L'EXECUTION DES ETUDES ET DES TRAVAUX**

### **19.1 SUIVI DE L'EXECUTION DES ETUDES**

#### **19.1.1 Durant la phase de conception**

Pendant la phase des études de conception, des réunions périodiques seront organisées afin d'une part, d'examiner l'avancement des études et, d'autre part, de permettre au maître de l'ouvrage de donner, en continu, un avis sur les documents établis par la maîtrise d'œuvre.

#### **19.1.2 Durant la phase de chantier**

En outre, pendant la période de préparation du chantier et l'exécution des travaux, le maître d'œuvre participera aux réunions de la cellule de synthèse, mise en place par les entreprises retenues à l'issue de l'appel d'offres, afin notamment de suivre et contrôler les études d'exécution à la charge des entreprises avec pour objectif la mise en cohérence des documents fournis par les entreprises.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du C.C.A.G. travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de **4 jours** pour notifier son visa à l'entrepreneur.

Toutefois, pour les documents devant être soumis au contrôle technique, le maître d'œuvre ne pourra notifier son visa qu'après avoir reçu instruction du maître d'ouvrage sur les suites à donner à l'avis du contrôleur technique.

L'organisation de la cellule de synthèse relèvera de la responsabilité des entreprises, étant précisé que cette cellule sera placée sous l'autorité du maître d'œuvre quant au respect des objectifs. Le maître d'œuvre sera informé de la date et du lieu de chaque réunion au minimum huit jours à l'avance.

En outre, ces réunions permettront au concepteur de tenir compte, dans l'évolution de son projet, des observations écrites qui auront été formulées par la maîtrise d'ouvrage et des éventuelles mises au point du programme également notifiées par écrit, notamment sur le plan de la sécurité.

## **19.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX**

Conformément aux dispositions de l'article 1.4 du présent C.C.A.P., la direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

### **19.2.1 Présence du maître d'œuvre sur le chantier**

Le temps de présence minimum du maître d'œuvre lui-même, ou d'un de ses représentants sur le chantier, sera déterminé en accord avec le maître d'ouvrage ou son représentant, en fonction de l'activité du chantier, et sera variable selon les phases (présence minimale fixée, dans tous les cas, au rendez-vous de chantier hebdomadaire).

En cas d'absence du maître d'œuvre, soit à la réunion hebdomadaire, soit aux visites inopinées auxquelles il aura été convoqué sur l'initiative du maître de l'ouvrage ou de son représentant, le maître d'œuvre subira, sur ses créances, une pénalité dont le montant s'élève à **160 € TTC**, par absence constatée au vu du journal de chantier défini ci-après, en dérogation à l'article 16 du C.C.A.G.-M.OE.

Les représentants du maître d'œuvre devront être dûment habilités par le maître d'ouvrage ou son représentant, après l'agrément du maître de l'ouvrage, au vu de leurs qualifications.

### **19.2.2 Rendez-vous de chantier**

Il y aura, au minimum, un rendez-vous de chantier hebdomadaire, organisé par le maître d'œuvre, en accord avec le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Ce rendez-vous aura pour objet :

- la vérification de la mise à jour périodique des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel,
- l'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées, ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date sera fixée à l'occasion du rendez-vous.
- la bonne exécution par les entreprises des prescriptions fixées par le coordonnateur sécurité et protection de la santé.

**Un compte-rendu détaillé sera établi par le maître d'œuvre. Il sera diffusé, par messagerie électronique, par le maître d'œuvre à tous les intervenants, dans les 48h suivants chaque rendez-vous.**

D'autres rendez-vous réguliers ou occasionnels pourront avoir lieu, notamment pour la mise au point des plans d'exécution et du mode de réalisation de parties d'ouvrage à laquelle concourent plusieurs corps d'état différents. Le maître de l'ouvrage ou son représentant pourra assister à toutes ces réunions qui feront l'objet de compte-rendu établis par le maître d'œuvre et diffusés à tous les intéressés.



Le titulaire tiendra également compte de la nécessité d'assurer tout au long de la phase chantier la sécurité des personnes et des biens.

### **19.2.3 Opérations préalables à la réception**

Elles seront faites en présence du représentant de la personne habilitée à signer le marché, lequel fera ses observations éventuelles au maître d'œuvre. Ce dernier devra alors faire procéder aux travaux nécessaires par les entrepreneurs dans les délais qui leur seront indiqués par le représentant de la personne habilitée à signer le marché.

Les opérations préalables à la réception comprendront :

#### **19.2.3.1 Les visites de pointage d'achèvement de toutes les parties d'ouvrages**

Ces visites seront effectuées en présence des participants à la visite de chantier hebdomadaire.

#### **19.2.3.2 Les essais de réception de certaines installations techniques**

Le programme de ces essais aura été établi par le maître d'œuvre, et complété éventuellement par le maître de l'ouvrage ou son représentant. Ce programme figurera dans les marchés de travaux. Des essais supplémentaires qui n'auraient pas été prévus initialement pourront être effectués, en particulier à l'initiative du maître de l'ouvrage ou de son représentant. Tous ces essais seront exécutés en présence des représentants qualifiés du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage ou de son représentant.

Les dates des essais seront fixées à l'avance, à l'occasion des rendez-vous de chantier hebdomadaires. Tous les procès-verbaux, compte-rendu d'essais seront établis par les soins du titulaire.

Aux côtés des exploitants désignés par le maître d'ouvrage, le titulaire procédera à la mise en service des installations et au passage en exploitation industrielle.

## **19.3 JOURNAL DE CHANTIER**

Le maître d'œuvre aura l'obligation de tenir un journal de chantier où seront consignés, pendant toute la durée du chantier :

- ses visites et constatations,
- les ordres de service, conformément à l'article 15 ci avant,
- les conditions climatiques susceptibles de jouer un rôle dans le déroulement des travaux,
- les visites et observations du contrôleur technique, de la personne habilitée à signer le marché ou de son représentant, etc.

Ce journal sera remis au maître d'ouvrage en même temps que le D.O.E. et deviendra sa propriété.

## **19.4 SUSPENSION DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION**

Conformément à l'article 25.2 du C.C.A.G.-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre l'exécution des prestations en cas de circonstances imprévisibles lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans

son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage. Lorsque la suspension est demandée par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 20 . UTILISATION DES RESULTATS**

Il sera fait application du chapitre 5 du C.C.AG-M.OE.

## **ARTICLE 21 . ACHEVEMENT DE LA MISSION**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "garantie de parfait achèvement" des travaux (prévue à l'article 44.1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, à condition qu'aient été instruits, par le maître d'œuvre, les éventuels mémoires en réclamation des entreprises.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur la demande du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-M.OE., et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **ARTICLE 22 . SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LES CHANTIERS**

### **22.1 PRICIPES GENERAUX**

Le maître d'œuvre veille à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L 235-1 du code du travail soient effectivement mis en œuvre.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

### **22.2 AUTORITE DU COORDINATEUR SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que les manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignée dans le registre-journal.

### **22.3 MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS**

a) Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau et installations de chantier et au matériel mis à disposition des différents intervenants et du maître d'œuvre pour les réunions.

b) Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- le calendrier détaillé d'exécution.

c) Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission et lui en transmet tous les compte-rendu.

d) Le maître d'œuvre s'engage à

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission,
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur et les intervenants, arrêtées par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document rédigé par le coordonnateur SPS et notifié au maître d'œuvre, qui sera annexé au présent marché.

e) Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS, dans la limite de ses prérogatives. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

f) Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

g) Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

h) Sur présentation du registre journal de coordination par le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS au sein du document.

i) Au démarrage des travaux, le maître d'œuvre s'assurera auprès du coordonnateur SPS, que les entreprises ont bien établi et transmis leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé et de leur intégration dans le Plan Général de Coordination.

## **ARTICLE 23 . CONFIDENTIALITE - PROTECTIONS DES DONNEES PERSONNELLES - MESURE DE SECURITE**

### **23.1 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE**

Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maître d'ouvrage est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au maître d'œuvre, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le maître d'œuvre doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que le maître d'ouvrage aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ; - qui ont été communiqués au maître d'œuvre par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

### **23.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Le Titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Pour l'exécution du marché public le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

### 23.3 MESURES DE SECURITE

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par le maître d'ouvrage dans les documents particuliers du marché.

En particulier, le titulaire atteste sur l'honneur respecter dans le cadre du présent marché les clauses de confidentialité suivantes :

- Aucun des documents (cahiers, plans,) remis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la présente consultation n'a fait l'objet d'une diffusion à un tiers ;
- Aucune indication concernant l'objet de la consultation n'a été communiquée aux fournisseurs ou sous-traitants éventuels ;

De façon générale, le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion (article 5 du CCAG-MOE) concernant toutes les informations et tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Les documents graphiques et données techniques et patrimoniales relatifs au palais de Justice sont transmis à titre confidentiel : la personne qui en a reçu communication est tenue de prendre toute disposition utile pour maintenir cette confidentialité.

En outre, elle devra aviser sans délai le maître d'ouvrage de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de cette obligation de confidentialité.

Le titulaire devra impérativement prendre toutes les dispositions nécessaires afin de préserver la confidentialité du dossier, à la fois sous forme papier et numérique. En effet, les mesures de sûreté à prendre par le titulaire comprennent toutes les mesures liées à la sécurisation informatique des données stockées dans l'entreprise (avec la mise en œuvre d'ordinateurs indépendants de tout réseau intranet ou extranet).

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants s'interdisent ainsi d'utiliser, pour le traitement, le stockage ou l'échange de documents ou données relatifs au marché, toute plateforme ou service en ligne de type cloud ou de partage de fichiers (notamment Dropbox, Google Drive, OneDrive, WE Transfer, ou équivalents).

Les outils sécurisés France Transfert ou Résana seront privilégiés.

Les données traitées dans le cadre du marché doivent être hébergées sur des serveurs situés exclusivement dans l'Union Européenne, dans un environnement sécurisé conforme aux exigences du pouvoir adjudicateur. Le recours à des serveurs mutualisés ou partagés non agréés est interdit, sauf autorisation expresse et écrite du pouvoir adjudicateur.

L'ensemble de ces prescriptions s'applique aux éventuels sous-traitants du titulaire.

En cas de manquement aux obligations précitées, le titulaire encourra une pénalité de 1 000 euros HT par manquement constaté.

En cas de manquement grave ou répété à ces obligations de confidentialité et de sécurité, le marché pourra être résilié pour faute dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI, de l'article 30 du CCAG-MOE et de l'article 50 du CCAG-Travaux, en fonction de la catégorie de marché concernée.

Les renseignements ne peuvent, sans autorisation du maître d'ouvrage, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal.

En cas de manquement à ces obligations de confidentialité, le marché pourra être résilié dans les conditions de l'article 30 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de les respecter. Le maître d'œuvre ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies :

- les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;
- il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

#### **23.4 INFORMATION DES SOUS-TRAITANTS**

Le maître d'œuvre informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent CCAP. Il reste responsable du respect de celles-ci.

### **CHAPITRE 5. RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES - RESPONSABILITES - ASSURANCES**

#### **ARTICLE 24 . RESILIATION DU MARCHE**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du C.C.A.G.-M.OE.

#### **ARTICLE 25 . RESPONSABILITES**

D'une façon générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties dont s'inspirent les Articles 1382 et suivants, 1792, et suivants du Code Civil.

#### **ARTICLE 26 . ASSURANCES**

##### **26.1 ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE DECENNALES ET DES RISQUES ANNEXES**

Le maître d'œuvre déclare être titulaire de garanties couvrant :

- sa responsabilité décennale au sens des Articles 1792 et suivants du Code Civil et conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe I à l'article A 243-1 du Code des Assurances,
- les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception,

- la garantie de bon fonctionnement minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code Civil,
- les dommages immatériels consécutifs après réception,
- les conséquences des erreurs sans désordre avant réception,

pour des montants compatibles avec les sinistres pouvant survenir sur un chantier d'une taille comparable à celui de la présente opération.

## **26.2 AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES**

Le maître d'œuvre déclare être titulaire, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

## **26.3 DISPOSITIONS COMMUNES AUX PARAGRAPHES 26.1 et 26.2**

Le maître d'œuvre doit joindre à sa soumission une attestation, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants. Aucun règlement ne sera effectué par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre si celui-ci ne produit pas les justificatifs correspondants.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du maître d'œuvre la souscription d'une assurance complémentaire.

A chaque échéance annuelle, le maître d'œuvre devra fournir une nouvelle attestation d'assurance pour l'année concernée.

En outre la fourniture des justificatifs constitue un préalable à la passation du marché de maîtrise d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage a en conséquence la possibilité, en cas de non-respect par les maîtres d'œuvre de ces obligations, de résilier le marché aux torts de ces derniers.

Les franchises applicables en cas de sinistre seront supportées intégralement par le ou les responsables.

## **DEROGATIONS AU C.C.A.G. – M.OE.**

Articles du C.C.A.G.-M.OE. auxquels il est dérogé	Articles du C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations
16	6.1.2
20.4.2	6.2.1
16	7.1.2

16	7.2.2
16	7.3.2
16	7.4
16	7.5
16	19.2.1
Article du C.C.A.G.- Travaux auxquels il est dérogé	Article du C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations
29.1.5	19.1.2

**Dressé par le chef du BIJPAC**

**Le titulaire**

(Mention lu et approuvé)



# ANNEXE 1 AU CCAP

## Précision du contenu des missions de maîtrise d'œuvre

### 1 MISSION DE BASE

Le marché porte sur une mission de maîtrise d'œuvre relevant de la mission de base définie aux articles R2431-4 à 7 (sous-section 1) et R2431-19 à 23 (sous-section 3 : dispositions propres aux opérations de réhabilitation de bâtiment) du code de la commande publique.

Le contenu des éléments de mission de base (APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR) est précisé par l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 2) précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, augmentée de la mission DIAG.

1) Au maître d'œuvre :

- De réaliser la synthèse architecturale des objectifs et des contraintes du programme ;
- De s'assurer du respect, lors de l'exécution de l'ouvrage, des études qu'il a effectuées.

2) Au maître de l'ouvrage :

- De s'assurer de la qualité de l'ouvrage et du respect du programme ;
- De procéder à la consultation des entrepreneurs, par lots séparés, et à la désignation du ou des titulaires des marchés de travaux.

Conformément à l'alinéa 1er du I de l'article 15 du texte susvisé, elle comporte notamment les éléments de mission suivants :

Le contenu des éléments de mission est celui défini par le code de la commande publique et ses arrêtés, avec les précisions complémentaires ci-dessous :

#### 1.1 ETUDES D'AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS)

Les études d'avant-projet sommaire qui ont pour objet de :

- 1) Préciser la composition générale en plan et en volume ;
- 2) Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- 3) Contrôler les relations fonctionnelles des éléments du programme et leurs surfaces ;
- 4) Apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage, ainsi que les intentions de traitement des espaces d'accompagnement ;
- 5) Proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;

- 6) Préciser un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles ;
- 7) Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200ème, avec certains détails significatifs au 1/100ème.

### **Prestations confiées et pièces à produire au maître de l'ouvrage**

Les études d'avant-projet sommaire (APS), doivent prendre en compte les observations formulées par le maître d'ouvrage au stade du DIAG. Le dossier présenté au maître de l'ouvrage pour approbation, doit comprendre les pièces suivantes :

- 1) Formalisation graphique de l'avant-projet sommaire (APS) proposé sous forme de plans, coupes et élévations au 1/200ème avec certains détails significatifs au 1/100ème
- 2) Le cas échéant, si nécessaire demande d'investigation complémentaire à celles réalisées aux stades précédents ;
- 3) Tableau des surfaces utiles ventilé par ensemble fonctionnel et tableau des SHOB et SDP du projet ;
- 4) Notice descriptive sommaire relative à la configuration des espaces (volumes intérieurs, aspects extérieurs, traitement des abords) et aux prestations prévues (principaux matériaux et matériels) avec niveaux de performance visés ;
- 5) Notice relatives à la prévention des risques d'incendie et de panique et à l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ;
- 6) Indication d'un délai global de réalisation de l'opération, avec indication d'un calendrier d'études (ainsi en tant que de besoin d'un calendrier de préparatifs sur site et de travaux préalables à l'intervention des entreprises) ;
- 7) Estimation du coût prévisionnel des travaux et de l'enveloppe financière (budget d'investissement) ;
- 8) Compte-rendu de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.
- Dans le cadre des études d'avant-projet sommaire (APS), des réunions de concertation sont organisées avec le maître de l'ouvrage où sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées suivant un rythme à priori mensuel (sauf autre mention particulière à ce sujet).

## **1.2 ETUDES D'AVANT-PROJET DEFINITIF (APD)**

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître de l'ouvrage ont pour objet de :

- 1. Vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- 2. Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- 3. Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- 4. Définir les principes constructifs, de fondation et de structure, ainsi que leur dimensionnement indicatif ;
- 5. Définir les matériaux en intégrant les aspects environnementaux et sanitaires en plus des critères technico-économiques classiques. Dans un souci d'amélioration du

confort, de la qualité de l'air et de la limitation des impacts environnementaux, le maître d'œuvre devra porter une attention particulière aux matériaux qui seront employés dans le cadre de ce présent projet.

- 6. Valider les hypothèses et résultats de calcul concernant l'isolation, la ventilation, les équipements de chauffage, d'eau chaude, de plomberie CVC et d'éclairage. Si le résultat n'était pas celui escompté et conforme aux objectifs, une optimisation du projet sera alors à engager ;
- 7. Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- 8. Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- 9. Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- 10. Arrêter le forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100ème, avec certains détails significatifs au 1/50ème.

Prestations confiées et pièces à produire au maître de l'ouvrage

Les études d'avant-projet détaillé (APD), doivent prendre en compte les observations formulées par le maître d'ouvrage au stade de l'APS. Le dossier présenté au maître de l'ouvrage pour approbation, doit comprendre les pièces suivantes :

- 1) Formalisation graphique de l'avant-projet détaillé (APD) proposé sous forme de plans, coupes, élévations, de l'ouvrage et de ses abords extérieurs au 1/100ème avec certains détails au 1/50ème ;
- 2) Plans de principes de fondations et structure et leur pré-dimensionnement prenant notamment en compte les résultats des études géotechniques ;
- 3) Tracés unifilaires de réseaux et terminaux sur des zones types au 1/100ème (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc...) ;
- 4) Tracés de principe des réseaux extérieurs au 1/100ème ;
- 5) Tableau des surfaces utiles ventilé par ensemble fonctionnel et tableau de confirmation des SHOB et SDP du projet ;
- 6) Descriptif détaillé des principes constructifs de fondations et de structures ;
- 7) Notice descriptive précisant les matériaux et matériels avec justificatif vis-à-vis des critères environnementaux et sanitaires. Les fiches de déclaration environnementale et sanitaire seront à exploiter pour justifier des argumentaires environnementaux et sanitaires des matériaux ;
- 8) Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques ;
- 9) Note de sécurité avec plans de compartimentage, issues de secours, désenfumage etc... ;
- 10) Confirmation du délai global de réalisation de l'opération mentionnant des dates étapes, avec indication d'un calendrier d'études (ainsi en tant que de besoin d'un calendrier de préparatifs sur site et de travaux préalables à l'intervention des entreprises) ;

- 11) Confirmation du coût prévisionnel des travaux décomposés par lots techniquement homogènes et de l'enveloppe financière (budget d'investissement) ;
- 12) comptes rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales solutions retenues à ce stade de la mission.

Dans le cadre des études d'avant-projet détaillé (APD), des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

### **1.3 DOSSIER DE PERMIS DE CONSTRURE ET AUTRES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**

#### **Généralités :**

Il est précisé que les dossiers nécessaires à l'obtention du permis de construire et/ou des autres autorisations administratives (PC) sont à établir à l'issue des études d'avant-projet détaillé (APD).

Prestations confiées et pièces à produire au maître de l'ouvrage :

Au titre de l'établissement des dossiers et des consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et/ou des autres autorisations administratives (PC), le maître d'œuvre assiste le maître de l'ouvrage pour la constitution du dossier administratif.

Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis de construire, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception du permis de construire, il lui en transmet copie et fait procéder à l'affichage réglementaire sur le terrain.

### **1.4 ETUDE DE PROJET (PRO)**

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives.

Elles définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- 1) Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre ;
- 2) Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- 3) Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- 4) Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet

- 5) 5) Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- 6) Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- 7) Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50ème avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20ème à un demi. En outre, lorsque, après mise en concurrence, sur la base de l'avant-projet définitif (APD) ou sur la base des études de projet (PRO), une variante minimale respectant les conditions stipulées dans le dossier de consultation a été proposée par le ou les entrepreneurs et acceptée par le maître de l'ouvrage, les études de projet (PRO) doivent être complétées pour :

- 1) Assurer la cohérence de toutes les dispositions avec les avant-projets (AVP) ainsi qu'avec les dispositions découlant, le cas échéant, d'un permis de construire modifié ;
- 2) Établir la synthèse des plans et spécifications émanant d'une part de l'avant-projet définitif (APD) établi par le maître d'œuvre et, d'autre part, des propositions de l'entrepreneur.

Prestations confiées et pièces à produire au maître de l'ouvrage

Les études de Projet (PRO), doivent prendre en compte les observations formulées par le maître d'ouvrage au stade de l'APD. Le dossier présenté au maître de l'ouvrage pour approbation, doit comprendre les pièces suivantes :

#### 1) Pièces graphiques :

- a) Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs au 1/50ème, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20ème à 1/2 ;
- b) *Plans des ouvrages d'infrastructure, fondations superficielles et profondes (ouvrages principaux) incluant axes, trames, joints de dilatation, terrassements généraux, tracés des canalisations enterrées avec principaux diamètres, dimensionnement et niveaux du 1/100ème au 1/50ème ;*
- c) *Plans de structure, avec positionnement et dimensionnement principaux incluant axes, trames, joints de dilatation... des différents niveaux du 1/100ème au 1/50ème avec surcharges d'exploitation et principales charges permanentes à supporter par la structure ;*
- d) Réservations importantes ou systématiques affectant les ouvrages de structure ;
- e) *Détails d'étanchéité en points singuliers notamment coupes sur relevés et retombées ;*
- f) *Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse ;*
- g) Les plans de localisation des revêtements (sols, murs et plafonds) et les repérages et nomenclatures (menuiseries, serrureries...) des équipements de second œuvre ;
- h) Plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/100ème ;
- i) Plans d'électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100ème ;
- j) Autres plans techniques nécessaires au regard de la nature des activités, le cas échéant ;
- k) En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides dans les structures ;

- l) Plans généraux des voiries et réseaux divers (VRD) et aménagements paysagers avec tracé sur plan masse des principaux réseaux avec diamètres et niveaux principaux ;
- m) Positionnement, dimensionnement, ventilation et équipement principaux des locaux techniques ;
- n) Plans des dispositions générales de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (compartimentage, dégagements, issues de secours, détection et désenfumage, etc...) ;
- o) Plan de principe d'installation et d'accès de chantier en lien avec le PGC ;

## 2) Pièces écrites :

- a) Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant :
  - Les exigences qualitatives et fonctionnelles ;
  - La nature et les caractéristiques des ouvrages, des matériaux et matériels;
  - Les contraintes générales de mise en œuvre ;
  - Les conditions d'essai et de réception ;
  - Les principales conditions d'entretien maintenance et incluant les limites de prestations entre les différents lots ;
- b) Planning prévisionnel d'exécution des travaux, avec période de préparation, dates étapes, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- c) Coût prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état établi sur la base d'un avant métré ; y compris options et variantes envisagée ;
- d) Compte-rendu de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.

## **1.5 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E.)**

Le maître de l'ouvrage interviendra dans la réalisation des éléments du D.C.E. en se chargeant des tâches suivantes :

- a) Établissement du projet de règlement de la consultation et des pièces administratives du dossier de consultation des entreprises (Acte d'engagement et C.C.A.P.) dont la rédaction définitive sera arrêtée après avis du maître d'œuvre ;
- b) Envoi du dossier de consultation aux entreprises consultées.

Le maître d'œuvre devra joindre au D.C.E. les documents suivants :

- Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le calendrier prévisionnel de l'exécution des travaux ;
- Les plans du Projet et les plans de l'état existant des locaux à réaménager, mis à jour par le maître d'ouvrage. Les plans de l'état existant seront à l'échelle 1/300<sup>e</sup>.

## **1.6 CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Durant la consultation des entreprises, afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence, il sera fait obligation au maître d'œuvre de communiquer au maître d'ouvrage tous renseignements complémentaires qui seront adressés par celui-ci, à l'ensemble des entreprises et qui se révéleraient nécessaires pour une meilleure compréhension du dossier.

Dans le cas d'une négociation avec les entreprises, il sera demandé au maître d'œuvre de transmettre au maître d'ouvrage les observations qu'appelle l'analyse des offres initiales des entreprises. Seul le maître d'ouvrage pourra adresser les courriers de négociation à l'ensemble des candidats.

## **1.7 ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX**

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux (ACT), sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- 1) Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- 2) Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître de l'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou sans allotissement ;
- 3) Analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation; la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- 4) Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

Prestations confiées et pièces à produire au maître de l'ouvrage

Le maître d'œuvre est notamment chargé :

- 1) Au titre de l'établissement du dossier de consultation des entreprises (DCE) :
  - a) De tenir compte des décisions prises par le maître de l'ouvrage pour le mode de dévolution (marché unique, à lots séparés, à prestations techniques distinctes, etc...) et d'exécution (marché à tranches conditionnelles, variantes, options etc...) des marchés de travaux
  - b) De tenir compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation (études d'avant-projet détaillé, de projet ou d'exécution) ;
  - c) De proposer au maître de l'ouvrage les adaptations et compléments qu'il lui semble nécessaire d'apporter aux cadres de cahier des clauses administratives particulières (CCAP), d'acte d'engagement (AE) et de règlement de la consultation (RC) produits par le maître de l'ouvrage, afin de tenir compte des particularités de l'opération ;
  - d) D'établir la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation entreprises, qu'il a élaborées ou qui lui ont été fournies par le maître de l'ouvrage,

de les collecter et les regrouper en pièces complémentaires au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui comprennent notamment :

- ✓ Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (avec les quantités résultant de l'avant métré) établis par le maître d'œuvre ;
  - ✓ Les éventuels autres documents produits, soit par le maître de l'ouvrage, soit par les autres intervenants (notamment projet de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc...).
- 2) Au titre de l'assistance proprement dite à la consultation des entreprises :
    - a) De proposer au maître de l'ouvrage des critères de sélection qualitative des candidatures à insérer dans l'avis d'appel public à la concurrence, accompagnés, à la demande du maître de l'ouvrage, de la proposition de niveaux minimaux de capacités professionnelle, technique et/ou financières requis des candidats pour la bonne exécution du marché ;
    - b) De proposer au maître de l'ouvrage les critères d'attributions à l'offre économiquement la plus avantageuse, accompagnés de leurs pondérations respectives ;
    - c) Le cas échéant, de répondre, suivant les modalités définies avec le maître de l'ouvrage, aux questions posées par les entrepreneurs pendant leur étude du dossier de la consultation ;
    - d) D'établir un rapport d'analyse des candidatures ;
    - e) De proposer au maître de l'ouvrage une liste des candidatures à rejeter indiquant, pour chacune d'elles, le motif de son rejet (candidature tardive, présentée par un entrepreneur frapper d'une interdiction de soumissionner, incomplète, etc...) ;
    - f) De proposer au maître de l'ouvrage une liste des candidatures éliminées indiquant, pour chacune d'elles, le motif de son élimination (insuffisance manifestes des garanties professionnelles, techniques et/ou financières proposées, etc...) ;
    - g) De proposer au maître de l'ouvrage une liste des candidats admis à participer à la suite de la procédure (dont l'offre sera ouverte, admis à la négociation, etc...) ;
    - h) De proposer, s'il y a lieu, au maître de l'ouvrage une liste des offres dont la teneur est à préciser par leurs auteurs ;
    - i) D'établir un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres y compris options et, s'il y a lieu, de leurs variantes ;
    - j) De proposer, s'il y a lieu, au maître de l'ouvrage une liste des offres suspectées d'être anormalement basses ;
    - h) De proposer au maître de l'ouvrage une liste des offres à rejeter indiquant, pour chacune d'elles, le motif de son rejet (offre inappropriée, irrégulière, inacceptable, etc...) ;
    - i) De proposer au maître de l'ouvrage une liste des offres susceptibles d'être retenues.

Dans le cas où des variantes, acceptées par le maître de l'ouvrage, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études fait partie de la présente mission. Il en va de même, s'il y a lieu, en cas de consultation déclarée infructueuse ou sans suite.



- 3) Au titre de la mise au point du (des) contrat(s) de travaux

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du (des) marché(s) de travaux en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et le(s) entrepreneur(s).

#### Mise au point des marchés de travaux

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

### **1.8 VISA DES ETUDES D'EXECUTION**

Rappel : L'examen de la conformité au projet des études d'exécution ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

A cet effet, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

#### Prestations confiées et pièces à produire au maître de l'ouvrage

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par le ou les entrepreneurs, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'ils ont établis respectent les dispositions du projet (PRO) et, dans ce cas, leur délivre son visa (VISA). La délivrance du visa ne dégage pas le(s) entrepreneur(s) de sa (leur) propre(s) responsabilité(s).

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies décelables par un homme de l'art.

À cet effet, le maître d'œuvre est notamment chargé :

- 1) De l'examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre ainsi qu'aux réglementations applicables;
- 2) De l'établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution ;
- 3) De l'examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) des marchés de travaux
- 4) De la prise en compte des avis et observations du maître de l'ouvrage et de ses prestataires (AMO, contrôleur technique et CSPS notamment)
- 5) Des arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs ;
- 6) De l'examen et des relances nécessaires relatives aux tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par l'OPC ou les entrepreneurs ;
- 7) De l'examen et des relances nécessaires relatives aux tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par l'OPC ou les entrepreneurs ;
- 8) Du contrôle de la cohérence des observations inter équipe de maîtrise d'œuvre.

### **1.9 DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX**

#### La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- 1) S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées

- 2) S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art
- 3) S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un
- 4) Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier
- 5) Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables
- 6) Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général
- 7) Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

#### Prestations confiées et pièces à produire au maître de l'ouvrage

Le maître d'œuvre est notamment chargé :

- 1) Au titre de la direction proprement dite des travaux :
  - a) De l'organisation et de la direction des réunions de chantier, ainsi que de l'établissement et de la diffusion de leurs compte-rendu sous 48h;
  - b) De s'assurer de la conformité des programmes de travaux proposés par les entreprises;
  - c) De l'établissement de tous ordres de service relatifs à l'application des dispositions des marchés de travaux ;
  - d) Du suivi de l'état d'avancement général des travaux à partir du calendrier d'exécution des travaux ; de la constatation des retards, de l'identification de leurs causes et de toutes propositions de mesures à adopter pour les résorber, notamment recalages, applications de retenues provisoires... ;
  - e) De l'établissement, sur la demande du maître de l'ouvrage ou de l'entrepreneur, des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées et/ou les circonstances de leur exécution ;
  - f) Veiller au maintien en bon état de sécurité, propreté du chantier et évacuation des déchets en prenant les dispositions nécessaires à l'égard des manquements
  - g) D'exiger de l'entrepreneur qu'il retire immédiatement des chantiers, ateliers ou bureaux, toute personne qu'il emploie non déclarée ainsi que pour tout acte d'insubordination, incapacité ou défaut de probité ;
  - h) De l'information du maître de l'ouvrage : avancement, dépenses, évolutions notables, etc... ;
- 2) Au titre du contrôle de la conformité de la réalisation :
  - a) De l'examen des documents complémentaires à produire par les entrepreneurs, en application de leurs marchés ;

- b) D'assurer de la conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats.
  - c) De s'assurer de la conformité des matériaux, produits et installations aux prescriptions des contrats. Les Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) des matériaux seront récupérées lorsqu'elles seront disponibles et la conformité aux objectifs environnementaux et sanitaires sera vérifiée ;
  - d) De l'établissement de compte-rendu d'observation ;
  - e) De proposer au maître de l'ouvrage les mesures de nature à permettre de déceler les éventuels vices de construction ;
  - f) De la synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître de l'ouvrage ;
- Au titre de la gestion financière du ou des contrats de travaux :
    - a) De la vérification des projets de décomptes mensuels, de leur acceptation ou rectification, de l'établissement des états d'acompte, ainsi que de leur notification aux entrepreneurs avec les décomptes mensuels ayant servi de base à leur établissement si les projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs ont été modifiés ;
    - b) De l'analyse avec avis argumenté de tous les devis de travaux modificatifs et complémentaires présentés par les entreprises et de proposer au maître d'ouvrage tout OS avec incidences en matière financière et de délai nécessaire;
    - c) L'établissement des propositions d'avenants de travaux avec rapport de présentation
    - d) De l'analyse avec avis argumenté des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés, au plus tard, à la présentation du projet de décompte final ;
    - e) De la vérification des projets de décomptes finaux, de leur acceptation ou rectification, de l'établissement des décomptes généraux et des états de solde, de leur notification aux entrepreneurs après signature par le maître de l'ouvrage ;
    - f) Le cas échéant, d'établir d'office le décompte final aux frais de l'entrepreneur et de le lui notifier avec le décompte général.

La présente mission comprend, s'il y a lieu, les prestations nécessaires au remplacement des entrepreneurs défaillants (constats contradictoires, consultations d'autres entrepreneurs, choix d'un ou plusieurs autres entrepreneurs, etc...).

**Nota :**

**Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

La durée de la période de préparation ainsi que les conditions d'établissement, durant cette période, du programme d'exécution des travaux sont fixées dans les pièces contractuelles des marchés de travaux, ou le cas échéant dans les conditions de l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

En outre, le maître d'œuvre fait remettre par les entrepreneurs toutes les pièces prévues dans le CCAP des marchés de travaux, ou le cas échéant dans les conditions de l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Il établit avec eux le calendrier d'exécution et dirige la mise au point de ces documents.

Le calendrier d'exécution doit être revêtu d'une mention d'approbation par chacun des entrepreneurs et visé par le maître d'œuvre avant d'être approuvé par le maître de l'ouvrage.

### **Exécution des travaux**

Pour mieux contribuer à la qualité de réalisation des ouvrages, le maître d'œuvre (architecte et B.E.T.) doit assurer une présence significative sur le chantier de collaborateurs de qualifications adaptées.

### **Décompte des Travaux**

Etablissement, par le maître d'œuvre, de la justification du prix unitaire de toute prestation supplémentaire par rapport au montant du marché dans le cas où cette prestation ne correspondrait à aucun prix de la décomposition du prix global forfaitaire ou du bordereau de prix unitaires (matériaux et main-d'œuvre). Cette justification, qui devra être communiquée au maître de l'ouvrage avant la commande de la prestation correspondante, devra être accompagnée de tous les documents permettant d'apprécier le prix proposé et de fixer les prix nouveaux.

## **1.10 ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTIONS (AOR) ET PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

Rappel : L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

La période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- 1) D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- 2) D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- 3) De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- 4) De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

Prestations confiées et pièces à produire au maître de l'ouvrage

Le maître d'œuvre est notamment chargé :

- 1) Au cours des opérations préalables à la réception (OPR) :
  - a) De convoquer l'entrepreneur aux opérations préalables à la réception et d'en aviser le maître de l'ouvrage ;
  - b) D'organiser et de procéder aux opérations préalables à la réception, lesquelles comportent :
    - ✓ La reconnaissance des ouvrages exécutés avec prise en compte des observations du contrôleur technique;
    - ✓ Les épreuves éventuellement prévues dans les marchés de travaux ;
    - ✓ La contestation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues aux marchés de travaux ;
    - ✓ La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
    - ✓ Sauf stipulations contraires figurant cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché de travaux, la constatation du repliement

des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;

✓ Les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;

- c) De dresser, sur-le-champ, le procès-verbal des opérations préalables à la réception ; d'y mentionner, le cas échéant, l'absence du maître de l'ouvrage et/ou celle de l'entrepreneur ; de le notifier à l'entrepreneur absent ; de le présenter à l'entrepreneur présent pour signature ; d'y mentionner, le cas échéant, le refus de l'entrepreneur présent de la signer ; de le notifier à l'entrepreneur présent ayant refusé de le signer ;
- d) De proposer au maître de l'ouvrage de prononcer ou non la réception des ouvrages ; dans l'affirmative, de préciser la date d'achèvement des travaux ainsi que les réserves dont la réception est éventuellement à assortir ; et de notifier ladite proposition à l'entrepreneur ;
- e) Lorsque certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché de travaux, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, de proposer au maître de l'ouvrage de prononcer la réception sous réserve de l'exécution concluante des dites épreuves.
- f) Lorsque certaines prestations prévues au marché de travaux et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, de proposer au maître de l'ouvrage de prononcer la réception, sous réserve que l'entrepreneur s'engage à exécuter lesdites prestations dans un délai déterminé ;
- g) Lorsque la réception est assortie de réserves, de proposer au maître de l'ouvrage le délai à impartir à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes ;
- h) lorsque certains ouvrages ou certaines partie d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché de travaux, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, de proposer au maître de l'ouvrage, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux moyennant une proposition argumentée de réfaction sur le prix du marché de travaux ;

## **2) Au cours du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) :**

- a) De constituer et de remettre au maître de l'ouvrage le dossier des ouvrages exécutés (DOE), à partir :
  - Des plans conformes à l'exécution remis par le ou les entrepreneurs ;
  - Des plans de récolement
  - Des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance du ou des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.
- b) De diriger, le cas échéant, l'exécution des travaux et/ou prestations éventuels de finition et/ou de reprise ; et de constater leur achèvement et de leur conformité ;
- c) De diriger, le cas échéant, l'exécution des travaux confortatifs et/ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché de travaux ; et de constater leur achèvement ;
- d) De signaler au maître de l'ouvrage tous les désordres apparus après la réception ; d'examiner tous ceux signalés par le maître de l'ouvrage ; de proposer au maître de

l'ouvrage la formulation de réserves ; de s'assurer de leur levée dans les délais impartis, de telle sorte que l'ouvrage soit, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

- e) D'organiser et de procéder aux opérations préalables au constat de fin de garantie de parfait achèvement ; d'en dresser le procès-verbal ; d'y mentionner, le cas échéant, l'absence du maître de l'ouvrage et/ou celle de l'entrepreneur ; de le notifier à l'entrepreneur absent ; de le présenter l'entrepreneur présent pour signature ; d'y mentionner, le cas échéant, le refus de l'entrepreneur présent de la signer ; de le notifier à l'entrepreneur présent ayant refusé de le signer.

### **3) Dossier des ouvrages exécutés (DOE) :**

Le maître d'œuvre établit la liste détaillée des documents constituant le D.O.E.

Le maître d'œuvre veillera à faire établir par les entreprises, à partir des plans du D.C.E., les plans de recollement.

Il lui appartient de collecter et de vérifier les documents fournis sur cédérom compatible avec AUTOCAD 14, après exécution par les entrepreneurs (et notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution) en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le maître d'œuvre remettra après vérification au maître de l'ouvrage les documents ci-dessus sur cédérom ainsi que les notices de fonctionnement et d'entretien accompagnées des consignes d'exploitation des ouvrages avec un sommaire pour tous les documents papiers.

Aux côtés de l'entreprise, le titulaire assurera le rôle de formation des exploitants après la mise en service des installations, avec un suivi des équipements, des installations, de façon à valider le fonctionnement des installations et équipements, en contrôler les performances et apporter les corrections éventuelles en vue d'optimiser les résultats obtenus.

## **2. MISSION COMPLEMENTAIRE DE DIAGNOSTIC (DIAG)**

La mission de diagnostic complémentaire, propre à la rénovation précède les études d'APS.

A partir d'une connaissance plus ou moins approfondie de l'ouvrage sur la base des documents remis par le maître d'ouvrage (diagnostic amiante...) et du préprogramme établi par le maître d'ouvrage, cet élément de mission consiste à mener des études complémentaires d'investigation et, pour l'essentiel, à conforter le préprogramme avec l'ouvrage existant à réhabiliter. Cet élément de mission permettra au pouvoir adjudicateur, grâce à un travail de conception se traduisant par une analyse volumétrique et techniques des potentialités, d'établir un programme fonctionnel d'utilisation dont la faisabilité notamment financière aura pu être vérifiée.

Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opérations et ont pour objet :

- D'établir un état des lieux. Le maître d'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant les ouvrages. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- Des services avoisinants ce qui permettrait une meilleure prise en compte des attentes du maître d'ouvrage.
- De procéder à une analyse technique sur :
  - ✓ Les façades,
  - ✓ Le second œuvre
  - ✓ La conformité des équipements techniques (CFO/CFA) aux normes en vigueur,
  - ✓ Les fluides
  - ✓ Plomberie / CVC
  - ✓ L'état sanitaire et de sécurité de l'ouvrage,
- De permettre d'étudier le programme proposé par le MOA, ainsi analyser la pertinence du fonctionnement et de l'utilisation du bâtiment. Etablir une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération.
- De proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

## ANNEXE 2 AU CCAP

(À l'article 13.5 Coût constaté)

### 1 DEFINITION DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIFS

Lors des études et des travaux, pour la mission du maître d'œuvre, les modifications dans la consistance du projet seront classées par le maître de l'ouvrage dans l'une des trois catégories ci-après :

1. Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage (aléas résultant des imprécisions liées à la connaissance incomplète du bâtiment et de ses réseaux, modification éventuelle de réglementation survenant en cours d'opération, etc.)
2. Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme ou de dispositions techniques demandées par le maître de l'ouvrage.
3. Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

*Catégories 1 et 2 :*

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront estimées par le concepteur aux conditions économiques du mois  $m_0$  du présent marché de maîtrise d'œuvre.

Lorsqu'elles interviendront lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois  $m_0$  en le multipliant par le rapport de l'index de référence du marché de travaux du mois  $m_0$  d'établissement du présent marché d'ingénierie sur l'index du mois  $m_0$  d'établissement du marché de travaux.

L'incidence financière de ces modifications de catégories 1 et 2 sera prise en compte :

- Dans l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études.
- Dans le coût des travaux résultant des contrats de travaux (CMT) lorsqu'elles interviennent lors des travaux.

Dans chaque cas, le maître d'œuvre estimera les incidences de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en décomposant par élément de mission.

La modification de la rémunération forfaitaire interviendra par avenant au marché de maîtrise d'œuvre.

*Catégorie 3 :*

L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne pourra en aucun cas (y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage) donner droit à une modification des conditions du respect par le maître d'œuvre du coût résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage (art.11, 12 et 13 du CCAP).



### *Modifications indépendantes des trois catégories :*

Lorsque, en cours de travaux, certaines difficultés surviennent qui ne relèvent pas de la responsabilité du maître d'œuvre ni de celle du maître de l'ouvrage (défaillance d'entreprise mandataire par exemple), il peut advenir que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devienne supérieure à ce qu'elle aurait été si ces difficultés n'avaient pas été rencontrées.

La majoration du coût résultant de ces difficultés ne pourra pas donner lieu à une modification du forfait de rémunération du maître d'œuvre (ni augmentation, ni pénalisation).

## **2 REGLEMENT DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIFS**

Considérant que les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent être réglés à l'entreprise que s'ils ont fait l'objet d'une décision ou d'un avenant signé par la personne habilitée à signer le marché, le coût constaté après achèvement des travaux devra être conforme au montant des marchés de travaux augmenté du montant des dits travaux supplémentaires ou modificatifs exécutés à la demande du maître d'ouvrage, à l'exclusion faite des révisions de prix. Les travaux ou dépenses supplémentaires autorisés, consécutifs à des erreurs ou omissions du maître d'œuvre, seront pris en compte.

Tous travaux supplémentaires, commandés par le maître d'œuvre et ne faisant l'objet, ni d'un ordre de service établi sur le vu d'une décision de l'autorité compétente responsable du marché, ni d'un avenant signé par l'autorité compétente responsable du marché, seront rémunérés en totalité à l'entreprise par le maître d'œuvre.

Les décisions prises par la personne habilitée à signer le marché relatif aux travaux supplémentaires ou modificatifs feront l'objet d'un ordre de service.

## **ANNEXE 3**

### **RECOURS AU MEDiateur « RELATIONS FOURNISSEURS »**

#### **1.1 Différends**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

#### **1.2 Principes communs au règlement amiable des différends**

##### ***Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends***

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

##### ***Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions***

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

### **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

#### **1.3 Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs**

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs 13  
place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs » \*

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

-Le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,

- Son numéro de SIRET,
- L'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- L'objet de sa sollicitation,
- Le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- Les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

#### **1.4 Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

#### **1.5 Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises**

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques

Sous-direction de la commande publique

Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public

1C - Bâtiment Condorcet

6, rue Louise Weiss - Télédocus 353  
75703 PARIS Cedex 13

